

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire



La pratique d'organisation communautaire à la Maison de quartier de Pointe Saint-Charles (1973-1978)
Community Organization in Pointe St.-Charles
La práctica de la organización comunitaria en la Casa del barrio de Pointe Saint-Charles

Robert Couillard et Robert Mayer

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035048ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035048ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couillard, R. & Mayer, R. (1980). La pratique d'organisation communautaire à la Maison de quartier de Pointe Saint-Charles (1973-1978). *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 110-119. <https://doi.org/10.7202/1035048ar>

Résumé de l'article

Au début des années 70, dans quelques quartiers de Montréal, on retrouvait des Maisons de quartier qui intervenaient principalement sur les questions d'aménagement.

L'exemple abordé ici est celui de la Maison de quartier de Pointe St-Charles qui, à divers moments de son évolution, a été traversée par une série d'affrontements concernant l'action communautaire.

L'article expose d'abord le contexte dans lequel est intervenue la Maison de quartier pour ensuite discuter des pratiques et de leurs projets socio-politiques sous-jacents.

Les auteurs examinent également les contradictions avec lesquelles étaient aux prises les militants et les permanents pour mieux situer et évaluer les bilans qui ont marqué la ré-orientation des modes d'intervention de la Maison de quartier.

La pratique d'organisation communautaire à la Maison de quartier de Pointe Saint-Charles (1973-1978)

R. Couillard, R. Mayer

Nous avons participé activement pendant trois ans (entre 1973 et 1977) aux activités de la Maison de quartier de Pointe St-Charles à titre de militants. Nous avons toutefois quitté lorsque les permanents décidèrent de se faire « hara kiri », entraînant la fermeture de la Maison de quartier au début de 1978¹.

Pourquoi ce texte ? Parce que l'expérience et la trajectoire de la Maison de quartier sont tout à fait représentatifs de celles poursuivies par bon nombre d'organisations populaires au Québec, par les difficultés rencontrées, par les perspectives d'intervention qui se développaient et s'affrontaient, par les issues trouvées aux contradictions, etc. Aussi la M. de Q. permet-elle de prendre appui pour aborder certains problèmes liés à la mobilisation, à l'organisation et l'orientation des luttes populaires, ainsi qu'aux conditions objectives et subjectives dans lesquelles et par rapport auxquelles se construit et se mène une action communautaire en milieu urbain « défavorisé »².

En ce sens, la réflexion sur cette pratique peut amener un éclairage particulier sur les conditions concrètes de développement des contradictions qui traversent encore aujourd'hui un grand nombre de « groupes populaires » dont peu peuvent prétendre actuellement les avoir surmontées³.

Il va de soi qu'on ne peut couvrir ici l'ensemble de l'expérience ; nous avons voulu circonscrire deux éléments principaux se situant en quelque sorte sur deux registres différents de l'analyse et de l'action

sociale. Le premier aspect s'intéresse à l'articulation de l'action de la M. de Q. par rapport aux caractéristiques objectives du quartier où elle voulait s'ancrer. L'autre aspect concerne plus spécifiquement les perspectives d'intervention et les objectifs qui animaient et orientaient l'action de la M. de Q. Le premier concerne donc l'action et les pratiques par rapport aux conditions réelles du quartier, le deuxième pose l'action et les pratiques par rapport au projet social et politique, implicite ou explicite, de la M. de Q., de ses permanents et de ses militants. Avant d'y passer directement, une brève présentation du quartier Pointe St-Charles et de la M. de Q. s'impose.

Le quartier de Pointe St-Charles et la Maison de quartier

Pointe St-Charles est un quartier du sud-ouest de Montréal, situé dans la périphérie immédiate du centre-ville dont il est éloigné d'au plus deux kilomètres. Il en reste toutefois bien démarqué et bien isolé entre ses frontières naturelles que sont le canal Lachine et le fleuve St-Laurent. C'est un vieux quartier ouvrier construit autour d'une concentration industrielle de plus en plus dysfonctionnelle et donc désertée. Il fait l'objet d'une pression constante à la détérioration. Il présente donc toutes les caractéristiques des milieux défavorisés : bas niveau de revenus, taux élevé de chômage (plus de

10 %) et d'assistance sociale (20 % de la population); fort mauvaises conditions de logement, une scolarisation faible s'accompagnant d'un fort taux d'échec et d'abandon scolaire, décroissance et vieillissement de la population qui reste locataire à 85 %, pollution avancée et carence marquée d'espaces et d'organisations de loisirs, inadéquation manifeste des services sociaux et de santé, etc. Sur un autre plan, il faut noter la composition de la population du quartier : une majorité de francophones (60 %) et une forte minorité anglophone et allophone (40 %) qui partagent les mêmes conditions socio-économiques.

C'est dans ce contexte que commencent à intervenir les animateurs sociaux en 1965 qui oeuvreront principalement dans le sillage ou le prolongement des services sociaux institutionnels. Se développe donc à Pointe St-Charles la même animation-intervention que dans plusieurs autres quartiers de Montréal. On assiste à la mise sur pied de plusieurs comités de citoyens. En 1968 et 1969 particulièrement, on verra naître une série d'organisations de services qui constitueront en quelque sorte « l'infrastructure » des organisations populaires de Pointe St-Charles : la clinique médicale populaire, la pharmacie populaire, la clinique communautaire juridique, auxquels s'ajoutera le Carrefour d'éducation populaire⁴ pour s'en tenir aux plus importants car il y en avait d'autres (la garderie, le comptoir alimentaire, l'atelier de couture, l'Association pour la défense des droits sociaux, etc.).

Les principaux groupes ou organisations populaires de Pointe St-Charles (on en comptait une quinzaine dans le quartier) ont participé au mouvement de radicalisation qui s'est développé au Québec entre les années 1970 et 1976. La Maison de quartier constitue une expression intéressante de cette radicalisation par la réponse qu'elle propose à l'intervention de récupération de l'État : affirmation de rupture, nécessité de l'organisation politique des travailleurs et volonté d'y contribuer comme mouvement populaire.

Sans vouloir retracer d'une façon détaillée, l'origine de la M. de Q., nous voulons simplement rappeler que, créée à l'origine, vers 1967, par des organismes professionnels de services sociaux dans le but de coordonner leurs actions, tout en gardant leur autonomie, cette expérience de centre

communautaire va se transformer graduellement en un organisme contrôlé par une assemblée générale dont le conseil d'administration sera principalement composé de représentants de groupes populaires du quartier⁵.

Ses orientations, pour les ramener à l'essentiel, peuvent s'énoncer ainsi (cf. les « *Principes d'orientation* », M. de Q. de Pointe St-Charles, 1973) :

- elle n'est pas une « boîte à services », elle veut s'attaquer aux causes, non aux effets ;
- elle veut être un instrument parmi d'autres « servant à former et à développer une conscience ouvrière forte » et à bâtir une organisation politique des travailleurs ; « ce, à partir des luttes qui se mènent déjà et à partir des conditions d'exploitation subies par les travailleurs » ;
- elle s'associera et appuiera les luttes partielles des travailleurs regroupés sur un problème particulier (santé, logement, etc.) et progressivement elle choisira des actions qui « s'attaquent prioritairement aux causes... » ; elle « pourra rejoindre des gens et déclencher des actions au moment où une situation est jugée inacceptable pour les travailleurs » ;
- elle se mettra prioritairement à la disposition des travailleurs francophones ;
- dans la perspective de ces orientations, « le comité permanent des travailleurs élus par l'assemblée générale (i.e. l'instance politique de direction entre les assemblées générales) devra se soucier davantage de proposer des orientations pour l'action et une direction politique éclairée et autonome, que se soucier des problèmes administratifs et techniques ».

Ce qui caractérise la M. de Q. et ses orientations tient à cette combinaison de deux éléments : elle se constitue par rapport à l'espace du quartier et à la prise en charge de « tous les aspects de l'organisation du quartier », mais aussi par rapport à une autre prise en charge, celle du projet social et politique de bâtir l'organisation politique des travailleurs. Tout cela sans être une « boîte à services ». L'un et l'autre ne se superposent pas forcément et ce perpétuel porte-à-faux sera une contradiction qui marquera son action et contribuera puissamment à son éclatement. Avant d'y venir, une brève présentation des principales activités de la M. de Q. s'avère nécessaire.

L'action de la M. de Q. s'articulera sur trois fronts : logement et aménagement du quartier, travail, information. En ce qui concerne le logement et l'aménagement du quartier, ce fut là un champ d'action prioritaire pour la première assemblée

générale : beaucoup d'énergies y furent investies. Les actions sur les problèmes de logement ne donneront toutefois pas les résultats espérés. Les bilans successifs du travail sur ce front posent invariablement le problème de la faible mobilisation, du difficile rapport entre les actions effectivement menées auprès des gens et les objectifs plus « politiques » de la M. de Q. L'aménagement du quartier recevra une attention particulière et soutenue, parce qu'on y voyait une plus grande possibilité de luttes offensives et de développement de la conscience des travailleurs. Quelques succès seront obtenus, mais là encore l'intérêt et la mobilisation seront plutôt de nature ponctuelle, sur des enjeux précis et à relativement court terme. Dans l'ensemble, il n'y eut pas de mobilisation soutenue et de projet articulé.

Le front travail voulait opérer la liaison entre luttes syndicales et luttes populaires, entre les problèmes de conditions de travail et de conditions de vie dans le quartier. Un noyau de militants entreprendront quelques enquêtes « maison » sur les conditions de travail dans les usines du quartier et assumeront des tâches d'appui technique à des syndicats locaux. De même la M. de Q. assurera une information sur ces luttes et à l'occasion organisera différentes manifestations d'appui aux syndicats en grève, qu'ils soient du quartier ou non.

Le front « information-réflexion » mènera toute une série d'activités comme l'organisation de « soirées d'information » sur de nombreux sujets que la conjoncture mettait à l'ordre du jour (comme l'animation de groupes de réflexion sur la situation de la femme, la jeunesse, etc.) et la définition d'éléments d'évaluation reliés aux différents champs d'activités populaires. Sa tâche principale aura été la mise sur pied et l'animation d'un journal *Le Lien* qu'on concevait comme instrument privilégié pour informer les gens de la Pointe sur les activités des organisations populaires du quartier, sur les luttes pour développer la solidarité, pour « former » aussi les gens et ainsi exercer une fonction de conscientisation dans le quartier. L'expérience ne fut guère concluante. Après les six premiers numéros, on frappait déjà le « creux de la vague » : faible diffusion, faible pénétration, même équipe restreinte, absence d'éléments de la classe ouvrière... et déjà des réactions négatives sur le « ton » du journal (trop idéologique, trop négatif, etc.). Il vivra

pour « lui-même » jusqu'au quinzième numéro et l'équipe se décomposera.

Il faut ajouter, pour donner une image plus exacte des activités de la M. de Q., que son action ne consistait pas uniquement, ni même principalement, en un contact direct avec des travailleurs-citoyens du quartier (qui existait bien sûr), mais aussi en une collaboration assez constante avec les organismes populaires de services agissant dans le quartier et avec qui elle a mené plusieurs actions conjointes. Donc, même si « l'ancrage » populaire de la M. de Q. et sa capacité de mobilisation restaient somme toute assez faible, elle exerçait ainsi une influence plus grande qu'il n'aurait pu y paraître. On peut même dire que la M. de Q. sera à l'occasion un centre de coordination de certaines activités des organismes populaires du quartier. Bien sûr, cette collaboration avait été voulue intentionnellement dès l'origine de la M. de Q. C'était une incidence du rejet, pour elle-même, de la fonction « service » à la population. Mais en même temps, c'était reconnaître la nécessaire jonction avec le milieu sur la base des services pour pouvoir réaliser ses propres objectifs et actualiser ses orientations. Ce qui nous ramène aux questions que nous avons soulevées en introduction.

L'action sociale de la M. de Q. et le milieu d'intervention

Pour évaluer les « enjeux » sur lesquels se constituait la M. de Q., en mesurer l'opportunité stratégique, sociale ou politique, et donc évaluer le potentiel générateur de forces sociales du projet de la Maison de quartier — c'est-à-dire la constitution d'un mouvement populaire — il faut à tout le moins considérer les conditions socio-économiques réelles qui caractérisent le milieu d'intervention, les forces qui y sont déjà à l'oeuvre. Il faut bien constater là un premier niveau de rupture. Énonçons l'hypothèse pour mieux l'expliquer ensuite. Les conditions socio-économiques et les forces qui prévalaient dans le quartier de façon déterminante constituaient un terrain objectivement défavorable au projet poursuivi par la M. de Q. L'espace et les divers aspects de l'organisation du quartier étaient en état de dissolution, offrant peu d'emprise à la lutte et donnant lieu à un perpétuel recommencement.

Comme c'est également le cas des autres quartiers du sud-ouest de Montréal, on se rend compte qu'à Pointe St-Charles, la détérioration du logement, particulièrement au cours des quinze dernières années, a été précédée de ce que l'on pourrait appeler une détérioration industrielle. Un certain nombre d'usines, autrefois dynamiques, ont soit fermé leurs portes afin d'aller s'installer ailleurs, soit réduit considérablement leur personnel. Ces déménagements d'usine se sont faits essentiellement en fonction d'impératifs de rationalisation de la production accentuant ainsi une situation de chômage déjà passablement détériorée dans le quartier et le déplacement de la main-d'oeuvre la plus qualifiée hors du quartier. Le remplacement de ces anciennes grandes usines par des « shops » de plus petite taille entraîne aussi toute une série d'effets conduisant très nettement à une dégradation des conditions de travail : absence de syndicat, salaire minimum, déqualification de la main-d'oeuvre, etc.

Ce processus de « détérioration industrielle » n'a pas été sans avoir des conséquences au niveau de la population du quartier. Sur la plan démographique le quartier de la Pointe St-Charles est caractérisé entre autres par le vieillissement de la population résidente et l'appauvrissement des familles. Le vieillissement de la population n'aide évidemment ni à la mobilisation ni à la « politisation » ; il ne fait qu'accentuer la tendance vers une plus grande paupérisation de la population du quartier (encore aggravée en période inflationniste).

Les changements ne touchent évidemment pas que la population ; ils concernent également les fonctions spatiales du quartier, bien qu'à ce niveau les changements soient plus lents et forcément moins perceptibles. Pour ce qui est de la Pointe St-Charles, certains dossiers ont tenté de colliger les informations sur les divers projets de construction et d'aménagement qui étaient susceptibles, à court et à moyen terme d'engendrer des modifications spatiales dans le quartier⁶. Mais au-delà de cette analyse descriptive, ce qu'il importe de retenir c'est que la crainte principale des citoyens tenait et tient toujours à la menace appréhendée de l'envahissement progressif de leur quartier par le centre-ville. On craint qu'en raison de la proximité du centre-ville, qu'en raison du nouveau réseau routier

d'autoroutes, ces territoires puissent devenir rentables pour les promoteurs immobiliers. Cette rentabilité aurait été encore plus grande si on avait donné suite au projet fédéral d'embellissement des rives du canal Lachine. Cependant la réalité ne semble pas correspondre tout à fait à cette crainte. En effet, l'envahissement par les investissements privés d'une part et la transformation fonctionnelle du quartier d'autre part sont loin d'être encore des faits accomplis. Plusieurs études⁷ ont montré que St-Henri et la Pointe St-Charles sont les quartiers de Montréal où il y a le moins d'investissements immobiliers. Cela illustre une tendance assez fréquente dans les groupes populaires, à surestimer (du moins à court terme) l'intervention du capitalisme immobilier dans certains quartiers. Chose certaine, compte tenu des changements évoqués, on peut dire que l'ancienne fonction industrielle tend à s'atténuer et que, globalement, le quartier est en période de transition ou de reconversion.

Toutefois, si les changements quant à la « fonction » du quartier demeurent encore imprécis, la situation en matière d'habitation est toutefois très évidente : la situation actuelle est celle d'une détérioration graduelle et généralisée, d'ailleurs accompagné d'un ensemble de conséquences : démolition des taudis les plus visibles, diminution du stock de logements, rareté des logements, surpeuplement, maisons laissées sans entretien, disparition presque complète des propriétaires-occupants, etc. De plus, à Pointe St-Charles comme ailleurs, la structure paroissiale a perdu sa force d'antan comme centre d'intégration sociale pour la population du quartier ; elle n'est plus un pôle d'identité ni un point de ralliement, sans toutefois qu'il y ait de structure de substitution. Bref, le quartier se détériore économiquement, socialement et culturellement. La transformation de l'espace par l'action conjuguée des pouvoirs économiques et politiques, entraîne non seulement « l'éclatement » du quartier, comme nous venons de l'esquisser, mais aussi l'affaiblissement des formes traditionnelles de solidarité communautaire. Dans un tel contexte, vouloir faire « revivre » le quartier tient presque d'une « mission impossible ».

Sans trop s'en rendre compte, la base même sur laquelle voulait s'appuyer l'action de la M. de Q. lui échappe. À ce propos, on doit noter que les bilans

élaborés en cours d'action (voir plus bas) vont constamment invoquer les conditions objectives pour proposer des « actions concrètes » ; dans l'ensemble toutefois, ils méconnaissent une dimension fondamentale de la réalité de Pointe St-Charles, celle d'un quartier qui se transforme lentement mais radicalement. À des degrés divers, les « bilans » partagent cette idéologie du quartier comme centre de la vie communautaire et ils cherchent à « réanimer » la vie collective du quartier, tenant peu compte, en définitive, de la réalité objective du quartier en train de se transformer. Il faut donc souligner une fort mauvaise lecture des forces de transformation socio-économique qui agissent dans cet espace urbain. Pourtant ce n'est pas le manque de ressources, ni de compétence qui peut l'expliquer ; Pointe St-Charles a été relativement gâtée à cet égard., Trop diraient certains. Mais tout se passe comme si, hantés par une fringale de mobilisation, obsédés par l'attente d'un enjeu suffisamment important pour soulever les masses, les experts-militants croyaient voir dans la moindre intervention publique ou privée, le moment venu de la grande opération de rénovation qui viendrait « bulldozer » le quartier et chasser les travailleurs victimes de l'État capitaliste comme cela s'était produit dans les centre-villes de Montréal, Québec, et de bien d'autres villes du Québec et d'ailleurs. Alors qu'en fait, maintenant encore, le sud-ouest de Montréal est « l'oublié » de la rénovation urbaine : la phase de transition dans laquelle il se trouve est celle d'une détérioration continue et aucune pression économique, ni même politique, n'est encore détectable qui pourrait signifier une transformation massive et rapide. Peut-être faudrait-il y voir les effets d'un volontarisme un peu trop virulent chez les permanents et/ou les militants qui leur faisait prendre leurs appréhensions pour des réalités.

En somme, tout cela illustre le cul-de-sac d'une certaine action communautaire qui s'accroche avec nostalgie à une société disparue où la « petite communauté » avait encore un sens.

Les contradictions internes de la Maison de quartier

Les effets de cette confrontation quotidienne avec les conditions objectives du terrain d'interven-

tion ne pouvaient manquer de se répercuter à un autre niveau : celui des objectifs et des orientations de la Maison de quartier. C'est dans leur actualisation que se dégagèrent deux tendances contradictoires. Une précision importante s'impose ici : ce ne sont pas les conditions objectives qui expliquent en soi ces divergences. Elles se seraient développées de toutes façons, comme elles se sont produites ailleurs dans de toutes autres conditions. Il est évident toutefois que les difficultés et les échecs rencontrés en furent l'occasion inévitable et un puissant ferment, ne serait-ce que par les analyses et les évaluations qu'ils exigèrent et les constantes interrogations sur les objectifs spécifiques d'intervention, sur la population à « travailler », sur les méthodes d'actions et sur la sempiternelle conclusion de la nécessité de trouver de « nouvelles approches » ; pas un procès-verbal n'y échappe ! C'est à l'occasion de deux bilans successifs que ces perspectives s'exprimèrent clairement, tous les deux cherchant à sortir la Maison de quartier de son enlèvement. Ces deux bilans ne présentent pas que des différences au niveau de la démarche pour atteindre les objectifs et traduire les orientations, c'est toute une stratégie qui est en cause et au bout du compte tout un modèle social et politique. Exposons d'abord les analyses et perspectives de chacun des bilans.

Le premier, intitulé *Pour un deuxième souffle*, publié en 1975⁸, résultait de l'extension d'un travail d'évaluation des actions sur le front logement ; par les problèmes identifiés et par les questions soulevées, il se transformera rapidement en une interpellation à tous les militants de la Pointe sur l'ensemble des problèmes touchant le travail en quartier. Le titre du document était explicite. On voyait un « essoufflement » et conséquemment on voulait susciter un « débat de fond » sur les objectifs et le fonctionnement des organisations, sur les méthodes d'action et sur les pratiques des militants. En effet, les organisations du quartier, après la vague qui avait amené leur propre construction et développement, marquaient maintenant un pas. À une démobilisation certaine s'ajoutaient pour plusieurs des difficultés internes, des désaccords plus ou moins profonds, des critiques plus ou moins vives envers les permanents, envers les idéologies trop politiques, ou inversement contre une pratique trop centrée sur le service, trop « humaniste » ou

réformiste, etc. En reprenant l'histoire de la mobilisation populaire dans le quartier, en identifiant les acquis, les pratiques, les problèmes rencontrés dans les organisations, en analysant la dynamique du pouvoir dans les organisations populaires du quartier, les militants espéraient ainsi remettre en cause certaines pratiques, réintroduire certaines préoccupations, remobiliser les « citoyens-travailleurs » dans leurs organisations.

Le document se présente donc comme une réflexion sur l'action, produite dans une conjoncture très particulière et s'adressant à des militants bien identifiés : les citoyens du quartier, membres des organisations populaires et ceux de la première heure qu'il voulait sensibiliser. C'est fort de cette intention que sera adoptée une démarche des plus empirique, collée très étroitement aux gens et aux faits de la Pointe St-Charles. Il aura l'obsession du « concret » comme le deuxième bilan aura l'obsession de la « ligne juste ». Sa perspective se dégage de l'explication qu'il donne et des propositions qu'il avance. Pour l'essentiel on peut les systématiser de la façon suivante :

- Il faut constater une démobilitation certaine et le retrait d'un grand nombre de militants, principalement des militants citoyens du quartier. Il faut aussi constater des tensions au sein des organisations populaires et conclure au piétinement de celles-ci.
- On doit en chercher les raisons dans le déplacement des champs de la pratique qui sont devenus trop exclusivement idéologiques et en rupture avec l'état réel de développement de la conscience populaire.
- Il s'est constitué une nouvelle dynamique du pouvoir dans les organisations où les permanents et intellectuels politisés ont pris le contrôle effectif et ont donné la direction réelle des organisations. À partir de problèmes constatés dans les pratiques (dont l'idéologie « des services »), ils sont tombés dans un excès contraire en voulant trop affirmer leurs propres préoccupations politiques sur un terrain trop exclusivement idéologique (ou « abstrait » comme disaient certains militants moins versés dans le discours). Incapables d'agir sur le même terrain, mal à l'aise devant les alternatives offertes, défavorisés par ce

qu'ils ressentaient comme une appréciation négative de leur action ou de leurs intentions, de trop nombreux militants préféraient abandonner.

- Or les grandes mobilisations populaires dans le quartier ont été celles qui se développaient autour de besoins réels fortement ressentis et présentant des objectifs et des actions considérées comme répondant à ces besoins.
- C'est dans ces luttes concrètes que s'est développé un pouvoir populaire dans le quartier et avec lui une conscience politique, même si elle n'emprunte pas les formes idéologiques conformes à l'orthodoxie révolutionnaire.
- Donc, il faut prendre conscience de ce déplacement trop exclusif de « décroché » pour le corriger, d'où la proposition d'un débat de fond impliquant les militants et les organisations de la Pointe St-Charles pour se raccrocher aux réalités et aux besoins des gens du quartier et redonner le pouvoir aux travailleurs dans leurs organisations. Il faut une stratégie qui articule luttes concrètes, besoins du quartier et objectifs plus politiques.

Le document reposait sur deux « partis-pris » fondamentaux. Le premier, le plus explicite, résidait dans l'affirmation d'un « pouvoir populaire autonome » constitué et se constituant dans les luttes. Un tel pouvoir est affirmé tout au long du document, mais fort peu défini. Le document le situe en rupture avec le capitalisme et l'État contre lesquels doit se développer ce pouvoir populaire. Le second, moins explicite, parce qu'encore mal perçu comme problème indique un refus « intuitif » que les organisations deviennent une courroie de transmission d'une quelconque « ligne juste » pré-établie. En insistant sur le court-circuitage qu'il constatait entre les préoccupations idéologiques envahissantes et les problèmes de l'action de masse, le document avait pressenti le « danger » que l'intervention massive de type MListe pouvait constituer et a constitué pour plusieurs organisations populaires qui ne s'en sont pas relevées (dont ironiquement la Maison de quartier).

Le deuxième bilan sortira deux ans plus tard (au début de 1977) ; il se situera par rapport aux mêmes problèmes d'enlisement de la Maison de quartier et

dans les remous du premier bilan. Il en constituera aussi la contre-proposition⁹.

Comme le premier bilan, le deuxième passe en revue l'ensemble des activités et des fronts d'actions de la M. de Q. Il sera uniquement l'oeuvre, cette fois, des permanents de la M. de Q. Ils formulent un certain nombre de critiques aux principales activités antérieures de la M. de Q. à savoir la période « des grandes luttes », le service en logement ; le travail avec les résidents des logements publics (HLM) ; le projet de coopératives d'habitation ; le travail de réflexion sur l'aménagement du quartier. De plus, ils identifient un certain nombre « d'erreurs » dans la pratique : trop de secteurs d'activités, absence de services concrets, rôle « spécial » d'unification et de coordination des groupes du quartier, ségrégation vis-à-vis les anglophones du quartier, etc. Mais plus fondamentalement encore on souligne que la M. de Q. s'est donnée des objectifs « inexacts » et irréalistes ; on précise qu'elle doit arrêter de se prendre pour un groupe politique et qu'elle doit se transformer en mouvement de masse.

Les permanents estiment que le travail de cette époque était caractérisé par le réformisme et l'humanisme : « On laisse croire que par des luttes acharnées contre les propriétaires ou par des projets innovateurs comme celui de la coopérative en logement, on résoudrait les problèmes en logement. » La présence de petits-bourgeois « humanistes » aurait été, selon eux, la principale cause de cette orientation des débats. Une deuxième erreur dans ces actions, fut d'identifier confusément « l'ennemi », c'est-à-dire l'État et les intérêts qu'il défend et de n'avoir pas réussi à présenter une alternative claire. Selon le diagnostic implicite, il semble que la faute grave aurait été de ne pas avoir parlé ouvertement du socialisme aux ouvriers du quartier. Finalement, la troisième erreur aurait concerné l'attitude anti-démocratique et l'intellectualisme des « permanents ». L'attitude petite-bourgeoise (cf. d'expert) n'aurait pas permis aux travailleurs, assistés-sociaux et chômeurs du quartier de prendre part réellement aux décisions des luttes ; cela demeurerait la chasse gardée des « permanents. »

De plus, ce type d'intervention aurait accentué la tendance technocratique et bureaucratique ; en voulant agir « pour les autres » les permanents ont travaillé « en techniciens » tout en individualisant

des cas qui auraient pu devenir des luttes collectives. On critique surtout la pratique des groupes de travail initiés par la M. de Q., on veut les sortir de leur carcan intellectuel et analytique. Ce qui ressort, c'est d'abord un manque de ligne politique claire. Au lieu de lutter pour le droit au logement on se battait pour « sensibiliser » les militants et les organisations populaires à la « nécessité » de faire « quelque chose » pour « sauver » le quartier et sa population. C'était plutôt vague comme objectif, et, cela ne pouvait que couper la M. de Q. des locataires qui voulaient concrètement solutionner leurs problèmes de logement. L'autre caractéristique du type de travail touchant l'aménagement du quartier est la faiblesse du lien analyse-pratique ainsi que l'intellectualisme et le laisser-aller dans lequel ce travail a été réalisé. L'analyse, l'étude et la réflexion finissait par triompher au détriment de la lutte concrète, des liens accrus avec les locataires et de la réponse à leurs besoins immédiats. Les intellectuels petits-bourgeois sont prédominants et orientent les discussions. Certains d'entre eux, « très occupés », sont davantage là pour « s'informer » et « voir comment ça se passe l'exploitation au niveau du logement » que pour mener une lutte pour que cette exploitation disparaisse. Quant aux permanents de la M. de Q., de leur propre aveu, ils ont trop longtemps laissé s'allonger la période d'analyse avant de poser des gestes concrets.

Globalement, les permanents insistent sur une idée principale : l'erreur de la M. de Q. fut de se prendre pour un groupe politique alors qu'en fait, elle aurait dû se transformer en organisation de masse. Cette « confusion » a entraîné pour la M. de Q. un rôle de coordination politique, de formation de militants, de rejet des services concrets, de travail sur plusieurs fronts d'activités en même temps, etc. Toutes ces « erreurs » ont marqué le front logement et les permanents estiment que la M. de Q. ne pourra survivre dorénavant qu'en se transformant en une association de locataires.

Au terme de ce dernier bilan, les permanents croient pouvoir affirmer que, pour la première fois dans l'histoire de la M. de Q. le positif l'emporte sur le négatif et que la « lutte contre le réformisme » est résolument engagée, même si elle n'est pas encore gagnée. Toutefois, l'optimisme affiché devait être de courte durée, puisqu'au début de 1978, les difficultés

de financement conjuguées aux dissensions internes devaient entraîner l'arrêt des activités de la M. de Q.

Que dégager de ces deux analyses ? D'abord il est patent que l'une et l'autre, à travers des formes fort différentes, posent le problème que nous avons étudié plus haut, à savoir le rapport à la réalité du quartier. Le premier affirme la nécessité de se coller au concret ; le deuxième aura l'obsession de la « ligne juste » qui implique que la M. de Q. doit se transformer en organisation de masse et donner des services.

Le deuxième bilan dénonce, avec une certaine justesse, il nous semble, les visions idéalistes du premier et les organisations qui ont été celles de la M. de Q., (intention de coordination, couverture de l'ensemble des fronts, assurer une dimension politique). La seule alternative qu'il trouvera cependant sera la ligne juste marxiste-léninsite (lire ici MListe) qui lui fera affirmer que la M. de Q. doit être une organisation de masse... pour mieux imposer les objectifs et le contrôle politiques. Finalement, on y gagnera quelques nouveaux militants sympathisants pour les groupes politiques, mais on y perdra la M. de Q.

En somme, les deux bilans étaient en porte-à-faux par rapport à cette situation « d'éclatement » évoquée précédemment et en cela, ce n'est pas seulement la vision des auteurs qui est en cause ; elle était celle d'un grand nombre de militants, à la Pointe St-Charles et ailleurs. Malgré une radicalisation certaine, en rupture avec la société capitaliste et son État, on réintroduisait des perspectives communautaires selon les paramètres d'un passé à jamais vécu. Tâche épuisante et décourageante, relent de la phase d'animation sociale des années soixante qui explique autant le dogmatisme que la démobilisation générale constatée dans le quartier.

Par ailleurs, les deux bilans ont identifié, chacun à leur façon, un certain nombre de « difficultés » ou de « problèmes » qui semblent tout à fait « typiques » des obstacles rencontrés par les groupes populaires qui ont tenté des expériences dans le champ de l'animation urbaine au cours des dernières années, particulièrement dans le domaine du logement et de l'aménagement du territoire. Ils ont d'abord évoqué la difficulté et très souvent l'incapacité de mobiliser les couches populaires au-delà d'une lutte urbaine ponctuelle. Après la

participation à une activité d'information ou autre, et même après la mobilisation sur une lutte particulière, rares sont les citoyens qui reviennent à la Maison de quartier de sorte que le manque de participation devient rapidement le « grand problème » de l'organisme. D'où l'accent sur les techniques d'information et de mobilisation.

De plus, il est à noter que les deux bilans questionnent sévèrement les permanents et les intellectuels militants ou plus précisément les « militants experts » pour reprendre le terme du deuxième bilan. On y répète les critiques déjà énoncées ailleurs¹⁰ : contrôle et direction des organisations, bureaucratisme, établissement de leur pouvoir de classe, etc. À notre avis, ce sont là des problèmes réels dont la solution est difficile dans les conditions actuelles et dans les conditions particulières du travail de quartier. La question du bureaucratisme et de la domination des intellectuels vient souvent, peut-on penser, lorsqu'il y a absence de projet collectif dynamique et mobilisateur. Quoi qu'il en soit, le problème particulier que l'on doit signaler ici, comme on l'a vu précédemment, c'est une certaine carence dans le rôle d'appui et de soutien technique qu'une organisation populaire peut minimalement exiger de ces intellectuels. Sinon ce n'est pas effectivement une alliance, mais une domination.

Conclusion

Centrée sur un objet (i.e. le quartier) qui lui échappe, la M. de Q. de plus a constamment oscillé au fil des années, entre un certain spontanéisme et le schéma de l'avant-garde léniniste. Dans ces circonstances sa disparition n'est peut-être pas trop surprenante. Néanmoins on peut se demander ce que peut révéler une expérience comme celle de la M. de Q. Comme groupe populaire, elle a participé à l'évolution de l'ensemble de ces groupes dont elle partage les espoirs, les avatars, les acquis et les incertitudes. Plus spécifiquement, l'expérience de la M. de Q. témoigne de la difficulté de réaliser une certaine « direction stratégique » entre les divers organismes du quartier. De plus, la trajectoire de la M. de Q. illustre assez bien celle de bon nombre de « groupes populaires » au Québec au cours des dernières années, à savoir sa prise en charge par des militants marxistes. Les deux bilans reflètent également les deux principales tendances qui

tiraillent, encore de nos jours ces mêmes groupes, à savoir un certain populisme et l'avant-gardisme¹¹. Toutefois, s'il est facile, et assez fréquent, de prendre les groupes marxistes comme principaux boucs émissaires des difficultés vécues par les groupes populaires au Québec, l'orientation populiste n'en garde pas moins certaines limites car souvent elle renforce la tendance des groupes populaires à se replier au niveau du quartier et à éviter également une réflexion politique sur les actions et les luttes menées.

Quant aux alternatives nous ne disposons évidemment pas de recette miracle. D'abord il faut reconnaître des acquis concrets dans les luttes menées dans le quartier, y compris par la Maison de quartier. En effet, malgré les difficultés rencontrées et au-delà de quelques « victoires » ponctuelles, on peut dire que cette expérience a permis aux citoyens participants de réaliser des acquis personnels et collectifs. En effet, ces activités et ces luttes populaires ont été souvent, et restent encore pour plusieurs citoyens du quartier, le principal creuset qui les a conduits à une conscience politique; notamment en amorçant le dur apprentissage de la démocratie dite « à la base » qui constitue un élément politique important tant dans le champ social et politique de la gauche¹² que dans un éventuel projet socialiste. Mais en l'absence d'une alternative politique qui puisse constituer une synthèse et mener la lutte politique, il nous semble que l'alternative première, possible et nécessaire, réside dans l'élargissement des fronts de luttes constitués sur des revendications et des actions communément partagées en tant qu'organisation de masse, dépassant donc le localisme territorial et/ou sectoriel qui caractérise encore les « groupes populaires ». Le Sommet populaire de Montréal, qui veut regrouper syndicats et groupes populaires autour d'une plate-forme de revendications communes et pour le développement d'actions concertées, tente, lui, cette voie. Nous ne pouvons qu'espérer le succès de son pari.

Robert Couillard
Dépt. des Sciences juridiques
Université du Québec à Montréal

Robert Mayer
École de service social
Université de Montréal

NOTES :

¹ Il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement que cette expérience ne fut pas unique; bien au contraire, elle s'est inscrite dans un mouvement, d'une certaine importance à l'époque, de développement d'organismes communautaires en milieu ouvrier. En effet, au moment où le centre communautaire de Pointe St-Charles se transforme en Maison de quartier (juin 1972), d'autres organismes du même type existent déjà à cette époque dans les quartiers voisins; parmi les principales, mentionnons, l'Université Settlement (Mile End), Perspective 80 (Petite Bourgogne) et la Maison du quartier Centre-sud. Certains ont tracé brièvement l'historique de ces organismes communautaires; toutefois, ce bilan doit se faire maintenant au passé puisque tous ces groupes sont aujourd'hui disparus, à l'exception de l'Université Settlement. Créées au début par des professionnels ou des religieux, prises en charge ensuite par les citoyens, ces expériences de maison de quartier ont tenté avec plus ou moins de succès, de susciter la participation des citoyens du quartier et ce, tant au plan du contrôle que de l'exécution de certaines activités d'aide et de mobilisation. Pour plus d'informations voir notamment :

Godbout, J. et Martin N.B., « Des services sociaux-professionnels aux maisons de quartier : les centres communautaires », in *Participation et innovation : l'implantation des CLSC et les organismes communautaires autonomes*, INRS-Urbanisation, UQAM, Montréal, mai 1974, pp. 170-193.

Lesemann, F., *Institution, participation, animation : l'expérience d'une maison de quartier*, thèse de maîtrise, École de service social, Université de Montréal, juin 1971, 162 p.

² Collin, Jean-Pierre et Godbout, Jacques, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*, Montréal, INRS-Urbanisation, UQAM, 1977, 300 p.

McGraw, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1978, 184 p.

³ Hamel, Pierre et Léonard, Jean-François, « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise » in *Politique aujourd'hui*, Paris, n° 7-8. 1978, 155-164.

⁴ Wagner, S. et Laperrière, M., « L'alphabétisation à Pointe St-Charles », in *Revue internationale d'action communautaire*, Montréal, n° 3/43, Printemps 1980. 127-145.

⁵ Toutefois, il faut signaler que ce mouvement d'appropriation par les groupes populaires de cette structure institutionnelle rencontrera quelques difficultés d'importance. Principalement à l'occasion de l'implantation du Centre local des services communautaires (CLSC). La loi 65 de l'Assemblée nationale du Québec prévoyait la mise sur pied de tels centres et le regroupement des services locaux de santé, des services sociaux et des organisations communautaires populaires bien implantées dans cette « boîte institutionnelle » qu'est le CLSC, financée et contrôlée par l'État. Ce Centre communautaire se voyait donc devant la menace d'intégration à cet appareil de l'État. Après quelques péripéties, une mobilisation s'organise et une assemblée générale de citoyens du quartier regroupés autour du Centre communautaire et de la Clinique communautaire (octobre 1972) décident qu'il n'y aurait de

CLSC qu'aux conditions suivantes : la garantie de garder le pouvoir aux citoyens (donc d'assurer le contrôle du CLSC par les citoyens et de conserver les services tels qu'orientés et administrés par le organisations populaires et communautaires qui le constitueraient) et l'existence d'une Maison de quartier indépendante du CSLC et du gouvernement. En même temps, la Fédération des oeuvres de charité (organisme indépendant sans but lucratif qui recueillait des fonds pour financer certaines oeuvres charitables et certaines interventions sociales indépendantes) lui confisque les fonds, accentuant ainsi la menace d'intégration forcée. La mobilisation donne des résultats et on obtient gain de cause. La Fédération des Oeuvres changeait sa décision et la Maison de quartier devenait une réalité en juin 1972.

⁶ Mayer, Robert, *Dossier sur le projet de réaménagement du canal Lachine*, Conseil de Développement social du Montréal métropolitain (CDSMM), Montréal, 1974, 100 p.

⁷ Maison de quartier de Pointe St-Charles, *Le programme de lutte pour le droit au logement*, texte miméo, Montréal, janvier 1977, 21 p.

⁸ Réflexion collective rédigée par Pierre Sylvestre, Robert Veilleux, Lucienne Hick et Robert Couillard, *Pour un deuxième souffle*, Maison de quartier de Pointe St-Charles, Montréal, texte ronéo, 1975, 37 p.

⁹ En collaboration, *Bilan de la Maison de quartier de Pointe St-Charles, 1973-1976*, texte ronéo, janvier 1977, 62 p.

¹⁰ Hamel, Pierre et Léonard Jean-François, « Les groupes « populaires » à la recherche de leur autonomie et de leur identité », in *Cahiers du socialisme* n° 4, automne 1979, pp. 181-201.

¹¹ Huston, Lorne, « La petite-bourgeoisie et les groupes (pas très) populaires : un conte de fées pour militant averti », in *Possibles*, Montréal, vol 3, n° 4, automne 1978, 147-153. Désy, M., Ferland, M., Levesque, B., et Vaillancourt, Y., *La conjoncture au Québec au début des années 80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, La Librairie socialiste de l'est du Québec, Rimouski, 200 p.

¹² Huston, Lorne, « Débats et discours dans l'éducation politique », in *Revue internationale d'action communautaire*, n° 2/42, automne 1979, 113-117.

LOISIR & SOCIÉTÉ

SOCIETY AND LEISURE

Already published and forthcoming issues

Vol. 1, No. 1, April 1978

The society of leisure: something real moving towards a public policy.

Vol. 1, No. 2, November 1978

Social development.

Vol. 2, No. 1, April 1979

Trends in canadian leisure research.

Vol. 2, No. 2, November 1979

Ageing, retirement, leisure.

Vol. 3, No. 1, April 1980

Leisure and cultural changes.

Vol. 3, No. 2, November 1980

The state of leisure studies in the U.S.A.

Each issue contains about 160-200 pages. Articles are written in French or in English, with a summary in four languages (French, English, German, Spanish).

Subscription

Yearly subscription : 14.00 \$ Can.

Outside of Canada : 16.00 \$ Can.

One issue : 7.50 \$ Can.

To be paid to:

Les Presses de l'Université du Québec
C.P. 250, Sillery, Québec, Canada
G1T 2R1